

# La Fnaqpa appelle à renforcer "l'accompagnement social des résidents"

---

Article 03/10/2019

*Invité à jeter un éclairage européen sur la scène de la première université d'automne de la longévité, le directeur général de la Fnaqpa, Didier Sapy, a centré son propos sur le manque d'accompagnement social du vieillissement en France, invitant au passage les directeurs d'établissements présents à faire preuve d'initiative.*

A priori, tout va bien. Au sein d'une Europe, et plus globalement d'un monde, qui vieillit - l'Union européenne comptant en moyenne 6% de plus de 80 ans, dans l'Hexagone comme ailleurs - la France reste championne en termes d'espérance de vie. Mais à y regarder de plus près... "c'est une autre histoire", a pointé Didier Sapy, directeur général de la Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa) et membre du bureau du Réseau européen du vieillissement (European ageing network - EAN), le 25 septembre à la tribune de la première université d'automne de la longévité, organisée à Nîmes par la Fondation i2ml (Institut européen des métiers de la longévité).

Didier Sapy a mis en avant deux chiffres: "l'espérance de vie à 65 ans, qui est en France de 23,7 ans pour les femmes... un record, la France étant même devant la Suède souvent citée en exemple pour son accompagnement du vieillissement". Et celui de "l'espérance de vie sans incapacités. Et c'est là où nous sommes battus", a-t-il déploré, car "en France, seules 44,7% de ces femmes ont une espérance de vie sans incapacités... contre 77,2% en Suède". Pour lui, "cette différence traduit une culture que l'on n'a pas en France même si l'on essaie depuis peu de la développer, celle de la prévention".

"Formés par l'hôpital, nous restons en France dans une logique très curative du vieillissement. Nous, les vieux, nous voulons les guérir, ou tout au moins les soigner", nous réfléchissons aux moyens de "retarder le vieillissement", mais ce n'est pas une pathologie, s'est emporté le directeur général de la Fnaqpa.

Dénonçant cette "approche de l'accompagnement centrée sur le soin, la tâche", il a estimé que c'était là "une vraie spécificité française".

"Je n'ai vu ça nulle part ailleurs, vraiment nulle part ailleurs en Europe, que l'on parle des pays scandinaves, souvent cités en exemple, ou des pays de l'Est ou du sud de l'Union européenne", a-t-il insisté. "Partout ailleurs en Europe, la première approche du vieillissement est en effet avant tout sociale", a-t-il souligné, appelant professionnels du secteur et décideurs publics à "s'en inspirer".

"En France, directeur d'établissement mis à part, la première personne, ou tout au moins une des premières personnes que rencontre une personne âgée qui emménage en maison de retraite, c'est le médecin coordonnateur. Partout ailleurs en Europe, c'est un travailleur social." Et ces travailleurs sociaux "ont une place prépondérante dans l'accompagnement du vieillissement, par le biais d'un travail centré, avant tout, sur l'histoire de vie des personnes âgées, sur leur isolement synonyme de fragilité".

"Dans les pays du nord de l'Europe notamment, l'accompagnement du vieillissement et de ses premières fragilités c'est l'angle de la solitude, la prise en compte, et en charge, du manque de lien social... ce qui est, d'ailleurs, la première des demandes des personnes âgées elles-mêmes", a-t-il souligné.

Afin de "s'inspirer de cette approche beaucoup plus sociale des autres pays européens", Didier Sapy a donc appelé à revoir l'organisation de notre système d'accompagnement des personnes âgées, pour donner la priorité au travail sur "la parole des personnes". Sans pour autant détailler plus avant.

Interrogé sur le fait que les revendications des professionnels du secteur portent avant tout sur une revalorisation des salaires des aides-soignants et sur une hausse des ratios d'encadrement soignant en Ehpad, le directeur général de la Fnaqpa a simplement estimé qu'il fallait "oui, augmenter le temps de présence soignant auprès des aînés, mais car il faut augmenter leur temps social, ce que la CNSA [Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie] nomme leur '[fonction présenteielle](#)'".

### Les directeurs d'Ehpad invités à s'affranchir de la norme

Saluant à cet égard les conclusions du rapport Libault, qu'il a jugé "porteur de ce changement de paradigme", Didier Sapy a simplement confié son espoir que la future loi grand âge contienne "quelque chose" en la matière. Avant d'ajouter que [ce changement devait aussi passer par les professionnels eux-mêmes](#).

A coup d'exemples choc, le directeur de la Fnaqpa a, en la matière, invité les directeurs d'établissement présents à faire preuve d'initiative, les incitant à "lutter contre la norme, dans ce qu'elle a de négatif – sa tendance à tendre vers le risque zéro au prix de la liberté des personnes accompagnées".

Il a cité, pêle-mêle, le cas d'un directeur de maison de retraite en Slovénie organisant chaque année dans son établissement un festival rock rassemblant "10.000 personnes sur le parking", celui d'un "directeur bourguignon [qui emmène ses résidents en forêt la nuit écouter le brame du cerf](#)", ou l'exemple de maisons de retraite anglaises spécialisées Alzheimer "reconstruites en centre-ville, dotées d'un cyber-café où les étudiants viennent travailler et de cafétérias où mangent les ouvriers des chantiers voisins" et il a jugé que ces directeurs "souvent qualifiés d'un peu fous", étaient en fait "des précurseurs".

On se fait trop souvent "des idées en matière de prise de risque", a-t-il insisté, quand "rien dans les textes n'interdit ce type d'initiatives."

Liberté versus sécurité... Pas si simple cependant, pourraient répondre bien des directeurs vivant cette double exigence comme une "injonction paradoxale permanente", [ainsi que l'a rappelé le lendemain, en table ronde, Clémence Lacour](#), chargée des relations institutionnelles à la Fnaqpa.

ed/cbe/ab

Emmanuelle Debelleix